

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 25/07/4.6**

**SEANCE DU 22 JUILLET 2025**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 22 JUILLET à 17 HEURES 30**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 31       | 2             | 0         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTES :**

Florence GARRONE représentée par M. le Maire  
Valérie MASSENET représentée par Christine DEL NERO

**Secrétaire de séance** : Benoît ADET

|                               |                      |                                    |  |
|-------------------------------|----------------------|------------------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                      |                                    |  |
| <b><u>UNANIMITE</u></b> : OUI | <b><u>POUR</u></b> : | <b><u>CONTRE(S)</u></b> :          |  |
| <b><u>ABSTENTION(S)</u></b> : |                      | <b><u>BLANC(S) et NUL(S)</u></b> : |  |

**OBJET : Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la ville d'Ollioules et l'association « Comité Officiel des Fêtes d'Ollioules – COF »**

Monsieur le Maire, rappelle à l'assemblée que la commune a notamment octroyé au Comité Officiel des Fêtes d'Ollioules une subvention d'un montant de 54 000 € en séance du conseil municipal du 07 avril 2025. Aussi, en application de l'article 10 de la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000, l'autorité administrative qui attribue une subvention de plus de 23 000 euros, doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

M. le Maire précise qu'il est donc demandé au conseil municipal d'approuver et signer la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens ci-annexée entre la ville d'Ollioules et le Comité Officiel des Fêtes d'Ollioules.



L'ASSEMBLEE,

VU l'article 10 de la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000,

VU le décret n°2001-495 du 06.06.2001 pris pour l'application de l'article 10 de la Loi n°2000-321 du 12/04/2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT la nécessité de définir les engagements de la ville d'Ollioules et du Comité Officiel des Fêtes à l'aide d'une convention,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE

- APPROUVE la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens proposée en annexe.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**Le ou la secrétaire**  
**de séance**





Ville d'Ollioules

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_4\_6-DE

## **CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE D'OLLIOULES ET L'ASSOCIATION « COMITE OFFICIEL DES FÊTES D'OLLIOULES - COF »**

Prise en application des dispositions de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

### **ENTRE**

La Commune de Ollioules, ayant son siège 7 av. Général de Gaulle – 83190 OLLIOULES, représentée par son Maire, Monsieur Robert BENEVENTI, agissant conformément à la délibération du Conseil Municipal du .....

### **D'une part,**

### **ET**

L'association « Comité Officiel des Fêtes d'Ollioules » relevant des dispositions de la loi de 1901, ayant son siège 5 place du 8 mai 1945 – 83190 OLLIOULES, déclarée en Préfecture de Toulon sous le n° W832006237 représentée par son Président en exercice M. Michel BECHAMEIL, dûment habilité,

### **D'autre part,**

### **IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

La Ville d'Ollioules souhaite contractualiser le partenariat qu'elle entretient avec ses associations afin de formaliser le soutien qu'elle entend donner aux actions et projets associatifs en détaillant leurs engagements respectifs, et, le cas échéant mettre en conformité l'ensemble des conventions existantes et de fixer ainsi leurs objectifs communs.

L'association « Comité Officiel des Fêtes d'Ollioules- COF » représente une structure associative d'intérêt général local dans son domaine qui est : « organiser ou soutenir des manifestations tendant à animer la ville d'Ollioules et de ce fait à contribuer à sa promotion et à son rayonnement par l'organisation ou la participation aux fêtes, repas, et autres animations ; rassembler les moyens et les compétences des associations partenaires ainsi que des services municipaux pour la réalisation de ces festivités, l'association est ouverte à tous dans le respect des convictions personnelles et dans l'indépendance à l'égard des partis et des confessions, d'une manière générale elle refuse tout discours prônant l'exclusion ou portant atteinte à l'intégrité de l'individu ». L'association sollicite le soutien de la Ville pour son activité, et entend s'investir activement au sein des actions menées sur le territoire en faveur de l'animation et de la promotion de la convivialité et des activités festives.

### **Article 1 - Objet général :**

La présente convention a pour objet de définir les objectifs, moyens et conditions de collaboration entre la Ville d'Ollioules et l'association « Comité Officiel des Fêtes d'Ollioules- COF », dans le respect des engagements des deux parties, faisant suite au projet présenté par l'association.



## **Article 2 - L'engagement de référence de l'association :**

L'association s'engage à mettre en œuvre son activité conformément à son objet associatif déclaré : « organiser ou soutenir des manifestations tendant à animer la ville d'Ollioules et de ce fait à contribuer à sa promotion et à son rayonnement par l'organisation ou la participation aux fêtes, repas, et autres animations ; rassembler les moyens et les compétences des associations partenaires ainsi que des services municipaux pour la réalisation de ces festivités, l'association est ouverte à tous dans le respect des convictions personnelles et dans l'indépendance à l'égard des partis et des confessions, d'une manière générale elle refuse tout discours prônant l'exclusion ou portant atteinte à l'intégrité de l'individu, et à réaliser les actions de son projet, définies notamment à l'article 5 de la présente. » L'Association s'engage à informer la Mairie d'Ollioules de la réalisation de ses projets ainsi que de tout changement notable qui interviendrait dans ses statuts, ses actions ou ses objectifs.

## **Article 3 - L'engagement de référence de la Ville d'Ollioules**

La Ville d'Ollioules s'engage à soutenir l'association « Comité Officiel des Fêtes - COF » par le versement d'une subvention au titre de l'exercice budgétaire telle que précisée à l'article 6. Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de ses activités notamment telles que définies à l'article 5.

## **Article 4 - Modalités de suivis des financements**

La décision d'attribution de la subvention prendra notamment en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente. L'association s'engage dès lors à communiquer à la Ville d'Ollioules, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes :

- Le compte d'emploi de la subvention attribuée
- Le rapport financier de l'année écoulée
- Le rapport d'activités de l'année écoulée

L'association devra veiller à formuler sa demande annuelle le plus tôt possible, et au plus tard aux dates limites fixées chaque année par l'administration municipale. La demande devra notamment être accompagnée :

- d'un budget prévisionnel détaillé
- du programme des activités prévues pour l'année en cours

L'association tiendra à la disposition de la Ville d'Ollioules tous les éléments financiers permettant de mesurer la bonne exploitation des activités soutenues.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la ville d'Ollioules conformément aux dispositions légales pourra suspendre son soutien, voire demander le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées. La Ville d'Ollioules se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition des services municipaux concernés tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **Article 5 - Les engagements de l'association au regard du projet local de partenariat avec la Ville d'Ollioules**

### **5.1 - Projets associatifs**

Au titre du projet commun défini avec la ville d'Ollioules, l'association s'engage dans l'organisation et/ou la participation à différentes manifestations ayant lieu à Ollioules :

- ✓ Fête de la Soupe
- ✓ Miss Ollioules
- ✓ Fête de la Baume
- ✓ Festival des Musiques
- ✓ Grande Sardinade
- ✓ Fête Nationale





- ✓ Fête de la Saint Laurent
- ✓ Forum des Associations
- ✓ Fête de l'Olivier
- ✓ Téléthon

La liste ci-dessus est donnée à titre indicatif, elle n'est pas exhaustive et pourra faire l'objet d'aménagements par accord conjoint des deux parties tout en veillant à ce que soit conservée la même économie générale.

### **5.2 - L'association s'engage également**

- à établir un bilan à chaque fin d'année scolaire
- à faire apparaître le logo de la Ville d'Ollioules sur tout support approprié relatif à des actions menées en partenariat ou pour laquelle la Ville apporte son soutien
- à soumettre pour validation au Cabinet du Maire, tous supports qui seront mis en place lors des événements (carte d'invitation, affiches, programmes, etc.).

### **5.3 - Engagement concernant la mise à disposition de locaux tels que définis à l'article 6.2**

➤ Destination, usage des locaux et responsabilité assurance :

Une convention spécifique est établie concernant la mise à disposition des locaux (annexe 1).

## **Article 6 - Les engagements de la Ville d'Ollioules au regard de projet local de partenariat avec l'association**

### **6.1 - Subvention en fonctionnement**

La Ville s'engage à soutenir l'association « Comité Officiel des fêtes – COF » au titre du développement des actions portées à l'article 5 selon les détails et limites exposés à l'article 6. La présente subvention fera l'objet d'un réexamen annuel pour chaque exercice budgétaire au regard notamment, comme stipulé précédemment, des relevés d'activité qui seront fournis par l'association à l'occasion de son dépôt de demande de subventionnement annuel. Les actions d'animation de l'association donnent lieu au versement par la commune d'Ollioules, d'une subvention totale pour l'année 2025 d'un montant de 54 000 euros. Par ailleurs, une subvention au titre de la Fête de l'Olivier 2024 d'un montant de 15 000 € a également été versée. Le soutien financier annuel sera approuvé chaque année par délibération. Par ailleurs, l'association est fondée à solliciter la ville pour des soutiens ponctuels exceptionnels.

### **6.2 - Mise à disposition de locaux communaux**

Le local municipal sis au 5 place du 8 mai 1945 – 83190 Ollioules est mis à la disposition de l'association gratuitement conformément à la convention susvisée.

### **6.3 - Autres dispositions**

- ✓ Mise à disposition de moyens de communication via les médias municipaux existants
- ✓ Intervention des moyens techniques municipaux dans la limite des disponibilités (planification nécessaire en amont)
- ✓ Prise en charge des coûts relatifs aux fluides et énergies liés à l'utilisation des dits locaux (eau, électricité). Il est précisé que ce local ne sera en aucune manière un lieu devant recevoir du public.

## **Article 7 - Evaluation des actions**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à la fin de la chaque année à une évaluation des actions menées et de la programmation réalisée sur des critères à la fois quantitatifs (fréquentation,) et qualitatifs (retombées économiques ou médiatiques des actions, ...).



## **Article 8 - Durée de l'engagement**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée, sauf dénonciation par l'une des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au moins 2 mois avant l'expiration de la période en cours.

## **Article 9 - Engagement financier**

L'ensemble des subventions sera mandaté et payé dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des Collectivités Territoriales. Les sommes seront créditées sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire. Le règlement des subventions a vocation à intervenir au moyen d'un seul versement. Pour autant dans le cas de certaines actions objet de la présente convention, conditionnées à un contrôle a posteriori de leur réalisation, le règlement pourra être échelonné tout au long de l'exercice à l'initiative de la Ville d'Ollioules.

## **Article 10 - Obligations administratives complémentaires de l'association**

L'Association s'engage également :

- ✓ A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99- 01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- ✓ A ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions municipales,
- ✓ A valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- ✓ A fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice le compte rendu financier des actions soutenues par la Ville d'Ollioules. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, les bilans et compte de résultat et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- ✓ A faciliter le contrôle, par les services de la municipalité, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- ✓ A respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Ville d'Ollioules au titre de la préparation budgétaire,

## **Article 11 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

## **Article 12 - Reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'association de ses engagements ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, celle-ci reversera à la Ville d'Ollioules, conformément aux obligations légales en la matière s'agissant de l'utilisation des financements publics et de leur contrôle, les sommes non utilisées ainsi que les sommes qui auraient été utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

## **Article 13 : Interdiction de cession des droits**

Il est précisé que toute cession des droits ou moyens résultant de la présente convention est formellement proscrite.



#### **Article 14 : Tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

**A Ollioules, le**

Le Président de l'Association  
« Comité Officiel des Fêtes d'Ollioules -  
COF »

Le Maire d'Ollioules

Michel BECHAMEIL

Robert BENVENTI



## Annexe 1



### **CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX**

#### **Entre**

La commune d'Ollioules, sise en son hôtel de ville, 83190, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Robert BENEVENTI, habilité par la délibération n°21/07/4.11 du 12 juillet 2021,

Ci-après dénommée « la commune »,

et

L'association Comité Officiel des Fêtes d'Ollioules, sise 5 place du 8 mai 1945 – 83190 Ollioules, représentée par son président en exercice, Monsieur Michel BECHAMEIL,

Ci-après dénommée « l'association »,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2144-3,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L2125-1 et suivants,

**Il a été arrêté et convenu ce qui suit,**

#### **PREAMBULE**

Afin de faciliter et développer la pratique des activités associatives pour les habitants de la commune d'Ollioules, celle-ci met à disposition de l'association des locaux communaux ainsi que des créneaux horaires tels que définis à l'annexe 1 de la présente convention.

#### **Article 1 - Objet :**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions de la mise à disposition des locaux désignés à l'annexe 1 de la présente convention en faveur de l'Association.

#### **Article 2 – Condition d'attribution des locaux et espaces publics:**

##### **2.1 – Conditions générales d'attribution :**

Pour bénéficier d'une mise à disposition de locaux de la commune, l'association doit formuler une demande écrite d'attribution.

Les demandes sont traitées par la commune en s'attachant à répartir avec équité les créneaux horaires et les moyens permanents ou momentanément disponibles. Les affectations sont arrêtées après évaluation de toutes les incidences, notamment de capacité d'accueil, de tranquillité du voisinage, sans occasionner aucune gêne ni risque tant pour la commune que pour d'autres associations ou tiers. Les locaux sont mis à disposition en cohabitation avec les services municipaux ou d'autres utilisateurs autorisés aux horaires non réservés.

La décision d'attribution peut être révisée par la commune à tout moment en cas de force majeure ou d'intérêt général.





## 2.2 – Dérogation et occupation occasionnelle :

Les demandes d'occupation occasionnelle doivent faire l'objet d'une réservation particulière adressée à la commune avec un préavis minimum de 30 jours en précisant les dates et les horaires souhaités d'ouverture et de fermeture des lieux ainsi que la raison particulière susceptible d'en justifier l'attribution.

Aucune requête ne peut être considérée comme acceptée, tant que la réponse n'a pas été notifiée par écrit à l'association. Par conséquent, celle-ci ne devra en aucun cas s'engager auprès d'organismes extérieurs avant d'avoir la certitude d'être autorisée à occuper les lieux et espaces dans les conditions convenues.

### Article 3 – Conditions d'utilisation :

Les locaux et espaces attribués devront être exclusivement utilisés par les membres de l'association signataire et conformément à l'objet social de celle-ci.

L'association prendra les locaux et les équipements mis à sa disposition dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

Elle ne pourra pas, même provisoirement, sous-louer ou prêter les locaux qui lui ont été attribués. Elle ne pourra pas y installer de tiers que ce soit en sa présence ou en son absence. Elle ne pourra en aucune façon céder, en totalité ou partie, son droit à la présente occupation.

L'association renonce à faire un quelconque usage commercial direct ou indirect pour elle-même ou un tiers des installations communales mises à sa disposition.

Les horaires et espaces arrêtés devront être respectés et plus particulièrement les débuts et fins de créneaux horaires.

Les locaux attribués et tous les espaces utilisés devront être laissés en parfait état de rangement et de propreté dans le respect des règles et normes d'hygiène et de sécurité en vigueur. A défaut, le coût du nettoyage et de la remise en état nécessaire sera imputé à la charge de l'association.

Dans le cas où l'association devra détenir des clés :

Sauf à ce qu'un autre utilisateur occupe immédiatement après les locaux, à la fin des activités les espaces utilisés devront être fermés à clef, l'électricité, le chauffage et éventuellement la climatisation éteints.

L'association soumettra à l'accord de la commune le nom de la (des) personne(s) autorisées à détenir une clé d'accès aux locaux et espaces.

Il est interdit de remettre les clés donnant accès aux locaux et espaces à des personnes internes ou externes à l'association non autorisées par la commune. En cas de vol ou de sinistre la responsabilité de l'association sera engagée si cette disposition n'a pas été respectée.

L'association ne peut effectuer ou faire effectuer de son propre chef des travaux d'aménagement sur le bâti, les infrastructures ou autres.

### Article 4 – Fréquentation :

Afin d'assurer une juste utilisation des locaux et des équipements la non-utilisation à 3 reprises consécutives d'un créneau attribué ou la fréquentation de l'activité par moins de 4 personnes pourra entraîner, après demande d'information, une éventuelle suspension provisoire ou définitive de l'attribution des lieux et éventuellement son affectation à un ou plusieurs autres utilisateurs.



En cas de non-utilisation occasionnelle d'un créneau horaire décidée par l'association et justifiée par les circonstances celui-ci devra faire l'objet d'une communication préalable à la commune en précisant les motifs et la durée. Ce créneau pourra être attribué pendant cette période à un autre utilisateur.

#### **Article 5 - Les règles et contrôles d'accès à l'établissement :**

Il appartient à l'association d'assurer l'accueil et le contrôle de ses adhérents. Elle est tenue, sous la responsabilité de son président, de les informer des conditions d'accès et d'usage des locaux alloués et des risques encourus en cas de non-respect des dispositions prescrites et de dégradation des lieux.

#### **Article 6 –Priorité d'utilisation:**

La commune se réserve la priorité d'utilisation des locaux sur l'association en cas d'événement particulier ou exceptionnel, de force majeure, de mesure de police liée à l'ordre public, ainsi que pour les opérations obligatoires de maintenance, sans que l'association ne puisse en contester le bien fondé ou réclamer quelque indemnité ou compensation que ce soit. La commune s'attachera à prévenir l'association dans les meilleurs délais et à rechercher avec elle des possibilités de substitution temporaire, sans y être contrainte.

#### **Article 7 – Assurances :**

L'utilisation des locaux mis à disposition est subordonnée à la souscription par l'association d'une police d'assurance couvrant tous les dommages aux biens et aux personnes pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition. Une attestation devra être adressée à la commune avant le début de l'utilisation.

#### **Article 8 – Consignes de sécurité :**

L'association reconnaît avoir pris connaissance des règlements intérieurs afférents aux locaux mis à disposition, des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer et à les respecter. L'association reconnaît avoir procédé avec les services de la commune au repérage des dispositifs d'alarme, des moyens de secours et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

L'utilisation des installations se fera dans le respect :

- De l'ordre public et des consignes d'hygiène,
- Des règles de sécurité des établissements recevant du public,
- De la réglementation de la fédération de tutelle éventuellement,
- Des bonnes mœurs,
- Des conditions de la présente convention,
- De l'environnement et de la tranquillité des tiers.

#### **Article 9 – Responsabilité :**

Les activités de l'association doivent être encadrées par du personnel majeur reconnu qualifié dans le cadre, lorsqu'ils existent, des règlements de la fédération de tutelle de l'association. Cette (ou ces) personne(s) devra(ont) être présente(s) pendant toute la durée de la mise à disposition des locaux.

L'association est tenue de fournir à la commune, avant chaque période d'utilisation, la liste des responsables de chaque créneau horaire attribué, accompagnée, si besoin, des photocopies des diplômes et autres documents justificatifs.

Le remplacement provisoire ou définitif d'un responsable devra être assuré par une personne aux compétences équivalentes et signalé à la commune.





La commune et ses services ne pourront en aucun cas être tenus pour responsables des accidents ou incidents survenus du fait des activités ou des adhérents de l'association.

La réparation des dégradations de toute nature aux immeubles et matériels survenues du fait de l'occupation des équipements par l'association sera à la charge de celle-ci.

#### **Article 10 – Matériel de l'association :**

L'association est autorisée à utiliser du matériel lui appartenant à condition que celui-ci soit compatible avec la présence des autres usagers, l'hygiène et la sécurité des locaux mis à disposition. La commune ne pourra être tenue pour responsable d'une utilisation par autrui ou d'une dégradation quelconque de ce matériel.

#### **Article 11 – Mise à disposition de matériel :**

En fonction de ses disponibilités, la commune pourra mettre à disposition de l'association, de façon ponctuelle ou permanente, du matériel lui appartenant.

Le matériel mis à disposition ne saurait être considéré comme un droit d'usage. Il devra être restitué dans son intégralité et en bon état. A défaut, l'association procédera à son remplacement ou à son remboursement, notamment en cas de détérioration due à une utilisation non conforme ou en cas de disparition.

Les demandes devront être adressées à la commune par écrit. Les réservations sont traitées par ordre d'arrivée et font l'objet d'une décision appréciée selon l'intérêt général et les moyens disponibles. Le matériel sera remis en présence d'un responsable de l'association et ne devra être utilisé que conformément à sa destination.

#### **Article 12 – Redevance :**

Conformément à la délibération n°21/07/3.3 du conseil municipal en date du 12 juillet 2021, la présente mise à disposition est consentie à titre gracieux à l'association.

#### **Article 13 – Résiliation :**

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure sauf dans les cas suivants où la résiliation est immédiate :

- Non-respect du règlement intérieur
- Dissolution de l'association,
- Transfert de la présente convention à une autre personne morale ou physique sans accord de la commune,
- Retrait ou non-obtention des agréments et autorisations administratives réglementaires,
- Défaut d'assurance,
- Mise en danger d'autrui, non-respect des règles de sécurité et d'hygiène, trouble à l'ordre public.
- Fréquentation insuffisante selon les termes de l'article 4

#### **Article 14 – Durée :**

La présente convention, précaire et révocable, prend effet, après transmission au représentant de l'Etat dans le département, à compter de la date de signature, pour une durée de un an renouvelable par tacite reconduction d'année en année sauf dénonciation dans les mêmes conditions prévues à l'article 13 de la présente convention.



## Annexe 1

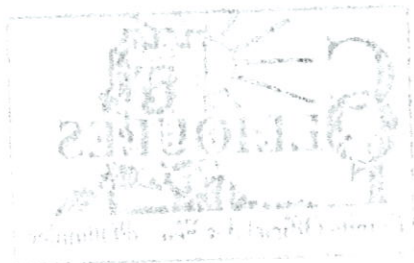
*Relative à la convention de mise à disposition de locaux*

### **ASSOCIATION COMITE OFFICIEL DES FETES D'OLLIOULES**

Locaux communaux désignés et créneaux horaires définis (hebdomadaire) :

**Immeuble SCHMIDT – 5, Place du 8 mai 1945  
Local au rez-de-chaussée de 65 m<sup>2</sup>**

**Créneaux du Lundi au Dimanche 24h/24**



### Article 15 – Avenant :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

### Article 16 – Différends / Litiges :

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable et dans les meilleurs délais les différends susceptibles de surgir dans l'application de la présente convention.

Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention seront déférés devant le tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux à Ollioules, le 01/01/2022

Pour la Commune d'Ollioules  
Le Maire,  
Robert BENEVENTI



Pour l'Association  
Le Président,  
Michel BECHAMEIL

